

**DOSSIER
CSPS
PLAN GENERAL
DE COORDINATION
Catégorie 2**

MAITRE D'OUVRAGE :



1 Rue de Germont
76031 ROUEN Cedex



COORDONNATEUR SPS



SEPAQ

631 route du bourg
76490 LOUVETOT
Tél : +33 2 32 70 80 47
E-Mail : accueil@sepaq.biz

24-311

Restructuration
et mise aux normes de la stérilisation

1 rue Germont
76031 ROUEN

Rédigé par Franck AUVRAY

11 mars 2025



CHU ROUEN

CHU ROUEN NORMANDIE

631 route du bourg - 76490 LOUVETOT - E-Mail : accueil@sepaq.biz

Sommaire PGC - PLAN GENERAL DE COORDINATION

1- PGC - PLAN GENERAL DE COORDINATION	4
1.1- INTRODUCTION	4
1.2- Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier, et notamment ceux complétant la déclaration préalable.....	6
1.2.1- Description de l'ouvrage.....	6
1.2.2- Interlocuteurs du chantier.....	7
1.2.3- Délai de préparation.....	9
1.2.4- Sous-traitance.....	10
1.2.5- Calendrier du chantier.....	10
1.2.6- Mode de dévolution des marchés.....	10
1.3- Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur	11
1.3.1- Démolitions	11
1.3.2- Registre Journal.....	11
1.3.3- Dispositions d'ordre générales.....	11
1.3.4- Inspections communes - PPSPS.....	12
1.4- Formations SS4.....	12
1.5- Les mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent concernant, notamment :	13
1.5.1- Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales.....	13
1.5.2- Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles	16
1.5.3- La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses.....	17
1.5.4- Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres	18
1.5.5- Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés.....	18
1.5.6- L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale	19
1.6- Travaux en site occupé.....	21



CHU ROUEN

CHU ROUEN NORMANDIE

631 route du bourg - 76490 LOUVETOT - E-Mail : accueil@sepaq.biz

1.7- Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière	22
1.7.1- Travaux par point chaud	22
1.7.2- Fiche d'appel en cas d'urgence.....	23
1.7.3- Infirmerie.....	23
1.8- Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants	24
1.8.1- Tableau de répartition des missions vis-à-vis de l'installation de chantier.....	24
1.8.2- Base vie	25
1.8.3- Signalisation	26
1.8.4- Limitations d'accès.....	26
1.8.5- Éclairage.....	27
1.8.6- Électricité de chantier	27
1.8.7- Point d'eau	28
1.9- Dossiers techniques.....	28
1.9.1- Repérage amiante avant travaux	28
1.9.2- Repérage plomb avant travaux.....	28
1.10- FICHE DE RENSEIGNEMENTS	29
1.11- DECLARATION PREALABLE	31
1.12- DIVERS.....	33
1.12.1- Mesures de sécurité à traiter dans les PPSPS	33
1.12.2- Dossier de maintenance.....	34
1.12.3- Pénalités.....	34
1.13- RDV INSPECTION COMMUNE.....	35



1- PGC - PLAN GENERAL DE COORDINATION

1.1- INTRODUCTION

Ce document a été établi par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux dispositions du décret n°94-1159 du 26/12/1994 pris en application de la loi n°93-1418 du 31/12/1993 concernant l'intégration de la sécurité du travail et l'organisation sur les chantiers.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention soit :

- Éviter les risques,
- Évaluer les risques qui ne peuvent être évités,
- Combattre les risques à la source,
- Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
- Prendre les mesures de protections collectives en leur donnant la priorité sur les mesures de protections individuelles.

Le Plan Général de Coordination est une pièce évolutive du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination sera complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier. Il intégrera au fur et à mesure de leur élaboration en les harmonisant, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les Plans de Préventions prévus par d'autres dispositions du code du travail.



CHU ROUEN

CHU ROUEN NORMANDIE

631 route du bourg - 76490 LOUVETOT - E-Mail : accueil@sepaq.biz

Si les travaux sont dévolus à une Entreprise générale ou un groupement d'Entreprises, l'Entreprise générale ou le mandataire du groupement d'Entreprises assure toutes les prescriptions communes et collectives définies dans le présent PGC et est désignées sous le vocable « titulaire du marché ».

Lexique des abréviations

PGC : Plan Général de Coordination

DHOL : Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons

PPSPS : Plan Particulier Sécurité et Protection de la Santé

PIR : Plate-forme Individuelle Roulante

EPI : Équipements de Protection Individuelle

DICT : Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux

AIPR : Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux

DCE : Dossier de Consultation des Entreprises

DC4 : Déclaration de sous-traitance

MCA : Matériaux Contenant de l'Amiante

VIC : Visite d'Inspection Commune

VRD : Voirie et Réseaux Divers

MOA : Maître d'ouvrage

1.2- Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier, et



notamment ceux complétant la déclaration préalable

1.2.1- Description de l'ouvrage

1.2.1.1- Adresse du chantier

Le chantier est situé :

1 rue Germont

76031 ROUEN

1.2.1.2- Descriptif sommaire des travaux à réaliser

Le projet concerne des travaux de restructuration et Mise aux Normes de la Stérilisation

Réseaux aériens / enterrés :

- Des réseaux sont présents à proximité du chantier (poteau incendie, électricité, gaz, téléphone ...), fournir les DICT avant démarrage du chantier
- Avant toute intervention à proximité des réseaux, chaque intervenant (responsable du projet, exploitant du réseau, encadrants et exécutants des travaux) doit être en possession d'une Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR)

Les règles de prévention suivantes doivent être par ailleurs respectées :

1 Lorsque des engins de terrassement, de transport, de levage ou de manutention doivent être utilisés ou déplacés au voisinage d'une ligne électrique qui ne peut pas être mise hors tension, vous devez veiller à l'adaptation et à l'implantation de ces engins et des équipements de travail afin de respecter les distances minimales de sécurité au cours de l'exécution de travaux. S'il ne peut pas en être ainsi, vous devez faire mettre en place les dispositifs de protection nécessaires avant le début des travaux et informer les salariés de ces mesures de protection, par une consigne écrite (C. trav., art. R. 4534-125);



CHU ROUEN

CHU ROUEN NORMANDIE

631 route du bourg - 76490 LOUVETOT - E-Mail : accueil@sepaq.biz

2 Lorsqu'elle est des domaines basse tension B (BTB), haute tension A (HTA) et haute tension B (HTB), la ligne électrique doit être mise hors de portée par l'interposition d'obstacles solidement fixés devant les conducteurs ou pièces nus sous tension, ainsi que devant le neutre. Si cette mesure ne peut pas être envisagée, la zone de travail doit être délimitée dans tous les plans possibles, par une signalisation très visible, telle que pancartes, barrières, rubans (C. trav., art. R. 4534-121) ;

3 Avant tout commencement de travaux en extérieur, vous devez enfin tenir compte des conditions météorologiques : intempéries, vent, humidité, etc. L'humidité amplifie notamment le risque d'amorçage et les vents forts, les ruptures possibles des lignes aériennes et les mouvements des matériels ou matériaux manipulés (élévation, balancement ou rotation de charges) susceptibles d'approcher à une distance moindre.

1.2.1.3- Documents de référence

Dossier PRO

1.2.2- Interlocuteurs du chantier

1.2.2.1- Maître d'ouvrage

CHU ROUEN NORMANDIE
1 Rue de Germont
76031 ROUEN Cedex



1.2.2.2- Maître d'œuvre

AFE ARCHITECTE
81 rue Saint CHARLES
75015 PARIS

Affaire N°24-311

Restructuration et mise aux normes
de la stérilisation



CHU ROUEN

CHU ROUEN NORMANDIE

631 route du bourg - 76490 LOUVETOT - E-Mail : accueil@sepaq.biz

1.2.2.3- Coordonnateur Sécurité

SEPAQ

631 route du bourg

76490 LOUVETOT

Tél : +33 2 32 70 80 47

E-Mail : accueil@sepaq.biz



1.2.2.4- DDETS ROUEN NORD

DDETS

Immeuble Hastings

27 rue du 74ème Régiments d'infanterie

760003 ROUEN Cedex 1

Tél : 02 76 27 71 01

Email : DDETS-inspection1@seine-martime.gouv.fr



1.2.2.5- CARSAT 76

CARSAT

5, Avenue du Grand Cours

76000 ROUEN CEDEX

Tél : 36.46



1.2.2.6- OPPBTP

OPPBTP

28, rue Martin Luther King

Immeuble La Marseillaise

14280 SAINT CONTEST

Tél. 02.31.44.23.61





1.2.3- Délai de préparation

Conformément au code du travail :

Article R4532-56 : L'entrepreneur tenu de remettre un plan particulier de sécurité et de santé au coordonnateur ou au maître d'ouvrage, en application du premier alinéa de l'article L. 4532-9, dispose de trente jours à compter de la réception du contrat signé par le maître de l'ouvrage pour établir ce plan.

Article R4532-60 : L'entrepreneur qui fait exécuter le contrat conclu avec le maître d'ouvrage, en tout ou partie, par un ou plusieurs sous-traitants remet à ceux-ci :

1° Un exemplaire du plan général de coordination ;

2° Le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisation générales qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la santé et la sécurité des travailleurs.

Article R4532-61 : Pour l'élaboration du plan particulier de sécurité, le sous-traitant tient compte des informations fournies par l'entrepreneur, notamment de celles qui sont contenues dans le plan général de coordination. Il tient également compte des informations contenues dans le document prévu au 2° de l'article R. 4532-60.

Article R4532-62 : A compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur, le sous-traitant dispose d'au moins trente jours pour établir le plan particulier de sécurité.

Ce délai est réduit à huit jours pour les travaux du second œuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers prévue à l'article L. 4532-8.



CHU ROUEN

CHU ROUEN NORMANDIE

631 route du bourg - 76490 LOUVETOT - E-Mail : accueil@sepaq.biz

1.2.4- Sous-traitance

La sous-traitance en chaîne doit être justifiée. Les sous-traitants doivent être acceptés par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage et déclarés au coordonnateur sécurité.

Il ne peut être effectué d'inspection commune pour un sous-traitant sans que le Maître d'ouvrage ne l'ait agréé. L'entreprise adjudicataire doit fournir la DC4 signée par la Maîtrise d'ouvrage avant la prise de rendez-vous pour l'inspection commune.

1.2.5- Calendrier du chantier

1.2.5.1- Date de contrat SPS

Le coordonnateur SPS a été notifié du marché le 20 février 2024

1.2.5.2- Réalisations

Selon le contrat du CSPS :

Date de démarrage des travaux : 12 mois

Durée prévisionnelle des travaux : A définir

1.2.6- Mode de dévolution des marchés

Le marché est en lots séparés avec 06 lots

Lot 01 : Faux plafonds

Lot 02 : Gros œuvre - maçonnerie - cloison

Lot 03 : Menuiseries intérieures

Lot 04 : Panneaux industriels

Lot 05 : Peinture

Lot 06 : Sols souples



CHU ROUEN

CHU ROUEN NORMANDIE

631 route du bourg - 76490 LOUVETOT - E-Mail : accueil@sepaq.biz

1.3- Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur

1.3.1- Démolitions

La dépose et l'évacuation d'éventuels matériaux amiante, plomb et radioactifs découverts suite au diagnostic ou à l'avancement des travaux est effectuée conformément aux réglementations en vigueur. Un plan de retrait est réalisé et transmis un mois avant l'exécution des travaux à l'inspection du travail, la CRAM et l'OPPBTP. Une copie est adressée au coordonnateur SPS.

Les travaux de démolition seront effectués par des compagnons formés et habilités SS4.

1.3.2- Registre Journal

Le document est tenu par le coordonnateur et lui est personnel, toutefois, des extraits seront envoyés aux différents acteurs du chantier de façon régulière. Le document est tenu à disposition de l'inspection du travail, l'OPPBTP, la CRAM et des membres du CISSCT.

1.3.3- Dispositions d'ordre générales

AUCUNE INTERVENTION SUR LE CHANTIER N'EST ADMISE SI LE PROJET P.P.S.P.S. N'EST PAS PARVENU AU COORDONNATEUR DANS UN DÉLAI DE 3 SEMAINES AVANT L'INTERVENTION ET SI L'INSPECTION COMMUNE N'A PAS ÉTÉ EFFECTUÉE

Le Maître d'ouvrage ou son assistant peut sur avis du coordonnateur SPS, sans dédit financier pour l'entreprise, demander à une entreprise de quitter le chantier temporairement, voir définitivement en cas de non-respect du PGC, du PPSPS ou des règles de sécurité ou d'hygiène sur le chantier.

Les entreprises doivent fournir à toute personne entrant sur le chantier un badge comportant le chantier, le nom, prénom, entreprise et photo de la personne autorisée à entrer. La liste du personnel est tenue à jour et à disposition de l'équipe de maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage.

Chaque entreprise doit fournir à ses salariés et s'assurer du port :

- D'un casque et de chaussures de sécurité
- Des équipements de protection individuels correspondant aux risques



CHU ROUEN

CHU ROUEN NORMANDIE

631 route du bourg - 76490 LOUVETOT - E-Mail : accueil@sepaq.biz

1.3.4- Inspections communes - PPSPS

L'Inspection Commune est réalisée par le chef d'entreprise ou son représentant dûment habilité en capacité d'engager l'entreprise sans aucune réserve.

Les inspections communes sont effectuées préalablement à toute intervention sur le site. Le responsable de l'entreprise est tenu de contacter le coordonnateur huit jours avant sa première intervention afin d'établir la dite inspection commune.

Les PPSPS sont à fournir 3 semaines avant la date de démarrage des travaux.

L'entreprise utilisant un sous-traitant doit être présente lors de l'Inspection Commune de son sous-traitant. En cas de sous-traitant en cascade, l'ensemble des entreprises doit être présent.

Les PPSPS sont tenus en sus sur le chantier (base vie) par les entrepreneurs dans un classeur fourni par le lot 02 - gros oeuvre

Une demande de rendez-vous pour une VIC est jointe à la fin du PGC.

1.4- Formations SS4

L'ensemble des travaux de réhabilitation et de terrassement sur tous les éléments construits avant le 01/07/1997 et de terrassement (sans limite de date) sera réalisé par du personnel formé Sous-Section 4 Opérateur que le rapport de Repérage Amiante Avant Travaux décrive ou non la présence d'amiante dans le bâtiment.

Si des travaux sont réalisés sur des matériaux amiantés en Sous-Section 4, un encadrant technique et un encadrant de chantier seront mis à disposition du chantier pour rédiger le mode opératoire et superviser les opérations.

Pour rappel le mode opératoire est un document d'exécution, le CSPS n'a pas de mission de VISA et ne doit donc pas le valider, le valideur étant l'attributaire de la mission VISA.



1.5- Les mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent concernant, notamment :

1.5.1- Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales

1.5.1.1- Circulations horizontales

Les circulations piétons sont séparées des circulations véhicules par un dispositif physique.

Les voiries piétonnes sont exemptes de boues, elles doivent être entretenues aussi souvent que nécessaire.

Les voiries sont tenues dans un état de propreté correcte ainsi que les parkings, les Véhicules légers et les Véhicules Personnels.

Dans le cas où la chaussée serait salie le nettoyage est effectué par l'entreprise fautive ou à sa charge si elle est défailante.

1.5.1.2- Circulations verticales

Les accès à l'échelle hauteur inférieure à 3m échelle dépassant de 1m (fixée en tête et bloquée en pied) ne sont tolérés que pour des périodes courtes (inférieure à une semaine).

En règle générale, les accès sont soit réalisés par les escaliers de la construction qui doivent être en bon état et suffisamment larges (1 unité de passage minimum 2UP si la taille du bâtiment l'exige) soit à l'aide d'une sapine réglementaire comportant au minimum son panneau de vérification indiquant les charges admissibles. Les sapines sont soumises aux mêmes réglementations que les échafaudages.

Les accès sont interrompus en cas de gel des éléments d'accès.

Aucune dépose d'accès provisoire ne peut se faire sans accord écrit de la part du coordonnateur.

Les accès en toiture seront doublés par un échappatoire installé à l'opposé de l'accès principal qui pourra être utilisé en cas de nécessité pour évacuer la zone.



CHU ROUEN

CHU ROUEN NORMANDIE

631 route du bourg - 76490 LOUVETOT - E-Mail : accueil@sepaq.biz

1.5.1.3- Clôtures de chantier

Toutes les dispositions sont prises par le lot 02 - gros oeuvre, afin d'assurer la protection et la sécurité des personnes à proximité des travaux.

Le lot 02 - gros oeuvre assure l'installation et la maintenance de la clôture que le lot soit présent ou non sur le chantier. La clôture est composée de barrières opaques constituées de panneaux métalliques plein. La hauteur des panneaux sera d'environ 2,00m. Tous les accessoires annexes nécessaires à la tenue des barrières (selon prise au vent) sont à prévoir (plots de fixations, liaisonnement des barrières entre elles, raccords, stabilisateurs).

L'ensemble du lot de cette clôture est rendu homogène et solidaire et doit recevoir l'accord au préalable du Maître d'ouvrage et du CSPS (un plan d'installation de chantier est proposé par le lot 02 - gros oeuvre pendant la phase de préparation).

L'entreprise du lot 02 - gros oeuvre doit veiller à ce que les portails du chantier soient verrouillés en dehors des heures de travail que le lot soit présent ou non sur le chantier.

1.5.1.4- Accès au chantier

Le lot 02 - gros oeuvre réalise un plan d'installation de chantier qui doit être validé par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre ainsi que le coordonnateur avant le début des travaux. Le plan comporte notamment :

- Les zones de déplacement
- Les zones de cantonnement
- Les clôtures
- Les appareils de levages
- Les zones de stockages y compris des bennes à déchets
- Les zones de stationnement
- Les alimentations
- Les évacuations



CHU ROUEN

CHU ROUEN NORMANDIE

631 route du bourg - 76490 LOUVETOT - E-Mail : accueil@sepaq.biz

- Les accès livraisons avec contrôle d'accès
- Les accès personnels avec contrôle d'accès
- Les zones mises à disposition des sous-traitants
- Les zones fumeurs
- Aire de lavage

Les créations des accès nécessitent des arrêtés de voiries qui doivent être demandés pour la durée totale du chantier par l'entreprise concernée. Les travaux nécessaires doivent être réalisés (protection des ouvrages existants, signalisation horizontale et verticale du chantier) et en fin de chantier l'entreprise doit remettre la voirie dans son état initial et la fait réceptionner par l'exploitant.

1.5.1.5- Circulations sur le chantier

Les déplacements au sein du site sont limités au strict nécessaire.

Lors de manœuvres d'un engin de chantier ou d'un quelconque véhicule (à l'exception des véhicules particuliers), un responsable de manœuvre est désigné par chaque entreprise. Ce responsable est indiqué dans le PPSPS de chaque entreprise et guide le véhicule à l'entrée, la sortie et à l'intérieur du chantier assurant ainsi la sécurité du véhicule et d'éventuels piétons évoluant autour du véhicule.



1.5.2- Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles

1.5.2.1- Livraisons

Le lot 02 - gros oeuvre se concerte avec les autres entreprises du chantier afin de planifier les horaires de livraisons et le lieu de stockage des matériaux en fonction de l'avancement du chantier. Ce planning doit être respecté par tous.

Avant la livraison, les clients (entreprises du BTP) envoient à leurs fournisseurs le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons) actualisé.

Si le DHOL ne peut pas être adressé à temps, le client informe le fournisseur du contenu du DHOL.

Ce document permet de préparer les livraisons en sécurité, notamment la coordination entre les acteurs de celle-ci.

1.5.2.2- Manutention verticale des matériaux

Mettre en place avec l'échafaudage commun, une ou des dessertes à matériaux avec des protections collectives contre les chutes de hauteur de type barrières à écluses. Mettre en place autant de tours d'escaliers que nécessaires afin de faciliter les manutentions et les accès aux étages.

En sus de la desserte à matériaux, pour les manutentions des divers équipements (sanitaire, peinture, électrique)

Mettre en service l'ascenseur en phase chantier avec toutes les protections nécessaires de la cabine et des portes

L'objectif est de bien gérer les approvisionnements et les manutentions manuelles sur le chantier afin de prévenir les risques de troubles musculo-squelettiques (TMS) et améliorer les conditions de travail et diminuer les risques professionnels liés aux manutentions.



1.5.3- La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses

Les zones de stockage doivent être définies dans le plan d'installation de chantier

Les produits chimiques et leurs lieux de stockage doivent être clairement identifiés dans un endroit sécurisé.

Des panneaux d'avertissement doivent figurer sur chaque produit et à l'entrée de la zone de stockage, comme par exemple "Matières inflammables", "Matières corrosives", "Matières toxiques"

Lieux de stockage des produits chimiques : quelques règles d'organisation

- Limiter l'accès au stockage aux seules personnes formées et autorisées.
- Tenir à jour un état du stock
- Subordonner le stockage d'un produit à l'existence de sa fiche de données de sécurité réglementaire et de son étiquetage
- Mettre en place un classement rigoureux et connu (affichage d'un plan, interdiction d'entreposer des emballages volumineux ou lourds en hauteur, pas d'entreposage d'outillage et de matériel dans le local de stockage de produits chimiques...)
- Instaurer une règle de déstockage « premier entré/premier sorti »
- Respecter les dates de péremption de produits
- Mettre en place une procédure d'élimination des produits inutiles ou périmés
- Interdire l'encombrement des voies d'accès, des issues et équipements de secours



1.5.4- Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres

1.5.4.1- Gestion des déchets

Dans le cas où les entreprises n'évacuent pas leurs déchets quotidiennement, un tri sélectif sera effectué avec la mise à disposition de bennes ayant des panneaux afin de les repérer. Des bordereaux de suivi de déchets pour les déchets spéciaux sont collationnés par chaque entreprise en un cahier remis au coordonnateur et au Maître d'Ouvrage à la fin du chantier. Les jets de déchets sont interdits depuis les niveaux supérieurs sans usages de goulottes. Les bennes sont évacuées aussitôt pleines.

Le chantier doit rester à tout moment en parfait état de propreté. Le coordonnateur peut demander l'exécution d'un nettoyage qui est réalisé aux frais du compte prorata.

Les feux sont strictement interdits sur le chantier.

1.5.4.2- Stockages de produits dangereux

Le stockage de produits dangereux est limité au strict nécessaire. La quantité maximum de stockage des produits est la quantité nécessaire à une semaine de travail.

Les fiches de données de sécurité sont envoyées au Coordonnateur SPS dans le PPSPS et sont déposées par l'entreprise utilisatrice dans un classeur mis à disposition par le lot 02 - gros oeuvre dans le bureau de chantier.

1.5.5- Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés

Les évacuations de déchets dangereux (amiante...) font l'objet d'un chapitre du PPSPS des entreprises concernées.



1.5.6- L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale

1.5.6.1- Électricité de chantier

L'ensemble des installations de chantier doit être réceptionné sans réserve par un organisme de contrôle. En cas de présence de réserves sur l'installation, l'entreprise fera refaire à ses frais une nouvelle vérification suite à la levée des réserves afin d'obtenir une réception sans réserve.

1.5.6.2- Travaux en hauteur

Sur le chantier sont interdits en poste de travail :

- Les escabeaux
- Les échelles
- Les échasses
- Tout matériel non conforme

Seules les Plateformes Individuelles Roulantes (PIR) en bon état seront autorisées.

Les échafaudages roulants doivent être réglementaires.

Les travaux en toiture se font en sécurité à l'aide d'une protection collective conforme.



CHU ROUEN

CHU ROUEN NORMANDIE

631 route du bourg - 76490 LOUVETOT - E-Mail : accueil@sepaq.biz

1.5.6.3- Trémie

Les trémies horizontales ne restent jamais sans protection. Les trémies sont protégées efficacement par un élément unique de résistance adaptée fixée au sol. Aucun jour n'est toléré.

À minima une tôle clouée aux 4 coins est mise (ou remise) en place sur toute trémie ou toute réservation par le lot 02 - gros oeuvre.

Les trémies verticales sont protégées par

- Une lisse haute à 1,10 m
- Une lisse intermédiaire à 0,55m
- Une plinthe de 15 cm de haut

Tous les potelets de garde-corps ont le même diamètre afin d'uniformiser le matériel.

1.5.6.4- Protection des ouvrages

Chaque créateur d'un ouvrage en doit la protection collective et les accès efficaces et sécuritaires jusqu'à la fin du chantier. Les protections doivent être installées afin de permettre les travaux des autres corps d'état sans avoir à les démonter. Le lot 02 - gros oeuvre a la responsabilité des vérifications de la bonne implantation des protections. Elle peut si besoin interroger le SPS sur les méthodes de sécurités à mettre en place.

Les entreprises ne doivent pas avoir à enlever à un quelconque moment une protection collective. Une réflexion devra avoir lieu avec le SPS à la demande des entreprises afin de mettre en place les protections collectives adaptées.

L'entreprise qui démonterait une protection collective est pleinement responsable des désordres et accidents qui peuvent arriver.

À la fin du chantier le propriétaire des protections collectives revient chercher son matériel de protection sur simple demande dans un délai d'une semaine.



CHU ROUEN

CHU ROUEN NORMANDIE

631 route du bourg - 76490 LOUVETOT - E-Mail : accueil@sepaq.biz

1.5.6.5- Echafaudage

Les entreprises utilisant un échafaudage doivent fournir dans leur PPSPS la notice de montage ainsi que les attestations monteuses vérificateurs.

Tout échafaudage doit être monté conformément à la réglementation avec affichage de la feuille de réception et tenue à jour des vérifications quotidiennes.

Si un échafaudage n'est pas utilisé, il doit être démonté et correctement stocké ou monté conformément à sa notice de montage. Tout échafaudage monté sera considéré comme utilisable dans l'état et un échafaudage non conforme et non utilisé sera pénalisable.

1.6- Travaux en site occupé

Prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter toutes interférences avec l'extérieur du chantier.

Le lot 02 - gros oeuvre à la protections et infections nosocomiales :

- Condamnation des bouches d'extraction pendant la durée totale de l'intervention soit obturation par polyane y compris bandes adhésives,

- Fermeture de tous les interstices par bandes adhésives et ce en vue d'éviter toute propagation de poussière lors des démolitions

- Mise en œuvre d'un extracteur/dé-contaminateur d'air de chantier pendant les démolitions y compris adaptation d'une manchette de raccordement pour évacuer vers l'extérieur, vérification journalière de l'encrassement des filtres, nettoyage et remplacement de ceux-ci en fonction de leur taux d'usure.

- Nettoyage quotidien et balayages humides

- Fourniture et mise en œuvre de tapis de sol collants et pelables aux sorties des cheminements piétons, remplacement journalier ou fourniture et mise en œuvre d'une toile de sol de type serpillère, maintenue en place au sol par bandes adhésives et maintenue en humidité en permanence. Les toiles régulièrement nettoyées et remplacées en fonction de leur état d'usage



CHU ROUEN

CHU ROUEN NORMANDIE

631 route du bourg - 76490 LOUVETOT - E-Mail : accueil@sepaq.biz

-Arrosage des gravois (humidification) avant enlèvement

-Précaution durant les manutentions (ouvrages neufs et ouvrages détruits) y compris nettoyage des circuits utilisés par l'entreprise

1.7- Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

1.7.1- Travaux par point chaud

Lors de travaux par points chauds (soudure, découpe de métaux ...) un extincteur approprié aux risques environnants est présent sur le poste de travail.

Un permis de feu est à fournir au bureau de chantier tous les matins par les entreprises travaillant par point chaud précisant notamment le lieu de travail et le type de travail effectué.

Le permis feu recueille les informations nécessaires à la prévention des incendies et explosions occasionnés par point chaud (soudage, découpage, meulage...).

Les informations de travaux par point chaud et de stockage de produits inflammables seront indiquées chaque semaine par le chef d'entreprise en réunion de chantier afin d'informer et coordonner les risques sur les diverses interventions.

L'information de travail en zone de désamiantage sera systématiquement indiquée.

Le plan d'installation de chantier indiquera les méthodologies de secours en zone mises en place par l'entreprise de désamiantage.



1.7.2- Fiche d'appel en cas d'urgence

En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18 Pompiers **112** Centre d'appels secours **15** Samu

et dites...

1 Ici chantier

Restructuration et mise aux normes de la stérilisation

1 rue Germont

76031 ROUEN

2 Précisez la nature de l'accident

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...

Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.

Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

5 Fixez un point de rendez-vous

et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6 Faites répéter le message

Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant **leur nom** doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.



1.7.3- Infirmerie



CHU ROUEN

CHU ROUEN NORMANDIE

631 route du bourg - 76490 LOUVETOT - E-Mail : accueil@sepaq.biz

Une infirmerie est installée sur le chantier (armoire fermée comportant le matériel de premiers soins nécessaire).

Si le chantier dépasse 200 personnes à un moment quelconque, une infirmerie avec au minimum un(e) infirmier(e) diplômé(e) est installé(e) à la charge de l'entreprise qui réalise l'installation de chantier.

1.8- Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants

1.8.1- Tableau de répartition des missions vis-à-vis de l'installation de chantier

Le lot 02 - gros oeuvre a la totalité de l'installation de chantier.

Installation	Lot
Électricité fourreaux	LOT 02 - gros oeuvre
Électricité armoires, alimentation (base vie, chantier, grue ...)	LOT 02 - gros oeuvre
Cantonnement	LOT 02 - gros oeuvre
Eau (branchement, alimentation)	LOT 02 - gros oeuvre
France Télécom	LOT 02 - gros oeuvre
Assainissement	LOT 02 - gros oeuvre
Candélabre (selon nécessité)	LOT 02 - gros oeuvre
Éclairage (bâtiment chantier)	LOT 02 - gros oeuvre



CHU ROUEN

CHU ROUEN NORMANDIE

631 route du bourg - 76490 LOUVETOT - E-Mail : accueil@sepaq.biz

Nettoyage base vie	LOT 02 - gros oeuvre
Nettoyage chantier	LOT 02 - gros oeuvre
Bennes	LOT 02 - gros oeuvre
Signalisation/Signalétique	LOT 02 - gros oeuvre
Aire de lavage camion (essieux)	LOT 02 - gros oeuvre

Un nettoyage journalier du site devra être effectué. Lorsque le lot 02 - gros oeuvre n'est plus présent, il met en place un contrat d'entretien de la base vie.

1.8.2- Base vie

Le lot 02 - gros oeuvre doit (pendant la phase de préparation) se rapprocher des autres entreprises réalisant le chantier afin de connaître les besoins de chacun pour dimensionner correctement les différentes zones ainsi que la base vie. (Cf. : fiche jointe)

Les vestiaires sont équipés d'un dispositif permettant le séchage des tenues de travail.

La base vie fait l'objet d'un nettoyage quotidien. Lorsque le lot 02 - gros oeuvre n'est plus présent, il met en place un contrat d'entretien de la base vie au compte pro-rata.

La base vie comprend en plus des installations pour les compagnons une salle de réunions, bottes de sécurité et casques pour l'équipe de la maîtrise d'ouvrage, ainsi que les visiteurs autant que de besoins.

La salle de réunion doit pouvoir accueillir en nombre suffisant les personnes conviées et doit être équipée d'un point de connexion internet wifi accessible par l'équipe de maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage.



CHU ROUEN

CHU ROUEN NORMANDIE

631 route du bourg - 76490 LOUVETOT - E-Mail : accueil@sepaq.biz

La base vie est chauffée, éclairée et équipée d'un téléphone, fax et copieur.

Les réfectoires devront être équipés de sièges et de tables en nombre suffisant, d'un robinet d'eau potable, fraîche et chaude (pour 10 usagers) d'un moyen de conservation ou de réfrigération des aliments et boissons, d'une installation permettant de réchauffer les plats.

En cas d'intervention de personnel féminin, le titulaire du lot 02 - gros oeuvre devra prévoir un bloc vestiaires/sanitaires spécifique.

1.8.3- Signalisation

La signalisation verticale nécessaire au bon déroulement du chantier doit être indiquée sur le plan d'installation de chantier, est maintenue en bon état et réactualisée en fonction de l'avancement du chantier.

1.8.4- Limitations d'accès

Les personnels des entreprises devront être identifiables « au 1er coup d'œil » lorsqu'ils sont sur le chantier. Il est nécessaire que leur tenue permette l'identification

Les personnes entrant sur le chantier doivent être équipés d'un badge comportant au minimum :

- Le nom du chantier
- Le nom de l'entreprise
- Le nom de la personne

Le badge est réalisé par chaque entreprise pour tous les acteurs du chantier.

Chaque entreprise doit avoir, en permanence, au minimum un compagnon maîtrisant la langue française afin de comprendre et transmettre les consignes de sécurité. Dans le cas contraire, il est demandé à l'entreprise de faire partir les compagnons du chantier dans l'attente de régularisation.

Tous les compagnons travaillant sur le chantier doivent présenter leur nouvelle carte d'identification professionnelle du BTP sur simple demande. En cas de non présentation, les compagnons sont amenés à quitter le chantier sans délai.



CHU ROUEN

CHU ROUEN NORMANDIE

631 route du bourg - 76490 LOUVETOT - E-Mail : accueil@sepaq.biz

1.8.5- Éclairage

La totalité de la zone de travail est éclairée afin qu'aucune zone sombre ne soit présente dans les circulations. L'éclairage est revu au fur et à mesure de l'avancement du chantier par l'entreprise en ayant la charge.

L'éclairage est composé de lampes LED. Les halogènes sont interdits.

L'allumage et l'extinction du chantier se fait par une horloge programmable.

Niveaux d'éclairement :

- Base vie : 120 lux
- Circulations : 150 lux
- Poste de travail : 400 lux

1.8.6- Électricité de chantier

Une installation primaire provisoire est réalisée afin d'alimenter la totalité du chantier.

Des installations secondaires composées au minimum d'un tableau de répartition conforme, constamment en bon état de fonctionnement et fermés sont installés à une distance maximum de 50m les uns des autres permettant de relier tous les points du chantier à l'aide d'un touret de câble de 25m. Les câbles ne doivent pas présenter de dommages ni de réparations.

En cas de besoin l'entreprise intervient sans délais afin d'augmenter ou de maintenir l'installation.

L'ensemble des installations de chantier doivent être réceptionnées sans réserve par un organisme de contrôle. En cas de présence de réserves sur l'installation, l'entreprise fera refaire à ses frais une nouvelle vérification suite à la levée des réserves afin d'obtenir une réception sans réserve.

L'alimentation de la partie désamiantage est secourue par un groupe électrogène.

L'installation électrique fera l'objet d'une réception par un bureau de contrôle avant mise en service puis sera vérifiée annuellement. En cas d'évolution de l'installation électrique une nouvelle réception sera réalisée.

L'utilisation des groupes électrogènes pour alimenter la base vie et le chantier est interdite.



CHU ROUEN

CHU ROUEN NORMANDIE

631 route du bourg - 76490 LOUVETOT - E-Mail : accueil@sepaq.biz

1.8.7- Point d'eau

Le point d'eau hors gel est installé à l'extérieur. Les réseaux sont régulièrement vérifiés afin d'éviter les fuites. Il peut être demandé des points d'eau complémentaires.

1.9- Dossiers techniques

Article R4532-46

Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R. 1334-22, R. 1334-27 et R. 1334-28 du code de la santé publique sont joints au plan général de coordination.

Nota : Les diagnostics parasitaires du bois, les repérages amiantes et les diagnostics plombs avant travaux ne relèvent pas des prestations de contrôle techniques construction, tel que défini par la loi du 4 janvier 1978/ (modifiée par ordonnance du 8 juin 2005). Il est de la responsabilité du maître d'ouvrage de les diligenter avant le démarrage des travaux.

Il n'est pas de la responsabilité du coordonnateur SPS de s'assurer de la complétude des dossiers techniques, ni de l'adéquation entre le programme de travaux du maître d'œuvre et du programme de travaux des rapports de repérages.

1.9.1- Repérage amiante avant travaux

Le rapport de repérage amiante réf. C-DI78-2023-30-215416 de la société BTP DIAGNOSTICS en date du 18/07/2024 est joint au présent PGC

1.9.2- Repérage plomb avant travaux

Le rapport de repérage plomb est en cours de réalisation par le Maître d'ouvrage. Il sera joint ultérieurement au PGC et fera l'objet d'une évolution du PGC

Affaire N°24-311

Restructuration et mise aux normes
de la stérilisation



CHU ROUEN

CHU ROUEN NORMANDIE

631 route du bourg - 76490 LOUVETOT - E-Mail : accueil@sepaq.biz

1.10- FICHE DE RENSEIGNEMENTS

FICHE DE RENSEIGNEMENTS

Réf: 24-311

Chantier : Restructuration et mise aux normes de la stérilisation

Maître d'Ouvrage : **CHU ROUEN NORMANDIE**

Maître d'œuvre : **AFE ARCHITECTE**

Entreprise responsable de l'installation de chantier :

Nom :

Adresse :

Tél :

Fax :

E-mail :

Coordonnées de l'entreprise :

- LOT / Nom
- Adresse
- Téléphone
- Mail

Affaire N°24-311
Restructuration et mise aux normes
de la stérilisation



CHU ROUEN

CHU ROUEN NORMANDIE

631 route du bourg - 76490 LOUVETOT - E-Mail : accueil@sepaq.biz

Besoin concernant la base vie :

PHASE	NOMBRE DE PERSONNES		
	Vestiaires	Sanitaires	Réfectoire
Du Au			
Du Au			
Du Au			
Du Au			

Besoin concernant le chantier :

Stationnement VL : U

Stationnement fourgons : U

Container : m²

Affaire N°24-311

Restructuration et mise aux normes
de la stérilisation



CHU ROUEN

CHU ROUEN NORMANDIE

631 route du bourg - 76490 LOUVETOT - E-Mail : accueil@sepaq.biz

1.11- DECLARATION PREALABLE



13630*02



DÉCLARATION PRÉALABLE

(Articles L4532-1, R. 4532-2 et R. 4532-3 du code du travail)

Ce formulaire doit être utilisé pour déclarer toute opération du secteur du bâtiment ou du génie civil dont l'effectif prévisible des travailleurs doit dépasser vingt travailleurs à un moment quelconque des travaux et dont la durée doit excéder trente jours ouvrés, ainsi que celles dont le volume prévu des travaux doit être supérieur à 500 hommes-jours. Cette déclaration est adressée par le demandeur, au plus tard à la date de dépôt du permis de construire.

DATE DE COMMUNICATION

Cette déclaration a été transmise aux organismes suivants le : __/__/__

- A l'inspection du travail, à la direction départementale en charge de l'emploi, du travail et des solidarités
- A la Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail (CARSAT),
- A l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP)

COORDONNEES DU MAITRE D'OUVRAGE

CHU ROUEN NORMANDIE

1 Rue de Germont

76031 ROUEN Cedex

DESCRIPTION PRECISE DE L'OPERATION

Nature de l'opération : Restructuration et mise aux normes de la stérilisation

- Logements ☐ Maisons individuelles (lotissements) ☐ VRD ☐ Réseaux ☐
- Ouvrages de génie civil ☐ Réhabilitation – Rénovation ☒ Bâtiments industriels ☐
- Démolition – Démantèlement ☐ Construction ☐

Affaire N°24-311

Restructuration et mise aux normes
de la stérilisation



CHU ROUEN

CHU ROUEN NORMANDIE

631 route du bourg - 76490 LOUVETOT - E-Mail : accueil@sepaq.biz

Adresse de l'opération

1 rue Germont

76031 ROUEN

Date prévisionnelle de démarrage des travaux : 12 mois

Durée prévisionnelle des travaux : A définir

Effectif prévisionnel : 15

Durée totale de l'opération (si différent): _____ Nombre de lots : 06

IDENTITE DES TITULAIRES DU MARCHÉ

AFE ARCHITECTE 81 rue Saint CHARLES 75015 PARIS	Maître d'œuvre d'exécution (si différent de la conception) Nom : N° : Voie : Code postal : Localité : Tél : E-mail :
---	--

Coordonnateurs sécurité et protection de la santé (CSPS)

Personne morale SEPAQ 631 route du bourg 76490 LOUVETOT Tél : +33 2 32 70 80 47 E-Mail : accueil@sepaq.biz	Personne physique (coordonnateur de conception) Nom : Franck AUVRAY Personne physique (coordonnateur de réalisation) Nom : Franck AUVRAY
---	---

ENTREPRISES DEJA DESIGNEES

Nom	Adresse	N° lot	Spécialité	Effectif prévisionnel



1.12- DIVERS

1.12.1- Mesures de sécurité à traiter dans les PPSPS

Les PPSPS sont à fournir 3 semaines avant le démarrage des travaux.

Les PPSPS finalisés sont quant à eux à fournir avant le démarrage des travaux.

Mesures à traiter dans les PPSPS :

- Date de démarrage des travaux
- Durée des travaux
- Nombre de personnes employées sur le chantier
- Levage
- Manutention
- Travaux en hauteur
- Protections collectives
- Protections individuelles
- Installation électrique
- Stockage
- Prévention des risques de maladies professionnelles
- Travaux spécifiques (par exemple devis)
- Fournitures des fiches de données des produits utilisés
- Accès pour les travaux en hauteur
- Liste des risques exportés avec les mesures de sécurité mises en œuvre
- Liste des risques importés avec les mesures de sécurité mises en œuvre
- Les descriptions des travaux comporteront des croquis clairs
- Habilitations des compagnons



CHU ROUEN

CHU ROUEN NORMANDIE

631 route du bourg - 76490 LOUVETOT - E-Mail : accueil@sepaq.biz

1.12.2- Dossier de maintenance

Au minimum 1 mois avant la fin de la date de réception de l'ouvrage, les entreprises doivent remettre au coordonnateur SPS un dossier papier + un dossier informatique au format PDF comprenant :

- La liste des ouvrages et matériaux à entretenir
- La fréquence des entretiens
- Un plan de localisation des ouvrages et matériaux à entretenir

1.12.3- Pénalités

En complément des pénalités prévues au titre du CCAP :

- Pénalités pour démarrage des travaux d'une entreprise sans inspection commune : 300 € HT/Jour Calendaire
- Pénalités pour retard dans la remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé : 300 € HT/Jour Calendaire
- Pénalités pour non-observation des remarques formulées par le Coordonnateur : 300 € HT /Jour Calendaire et par observation.

Les pénalités seront au bénéfice du Maître d'ouvrage.

Affaire N°24-311

Restructuration et mise aux normes
de la stérilisation



CHU ROUEN

CHU ROUEN NORMANDIE

631 route du bourg - 76490 LOUVETOT - E-Mail : accueil@sepaq.biz

1.13- RDV INSPECTION COMMUNE

Demande de Visite d'Inspection Commune

La demande doit être envoyée deux semaines avant la date prévue d'intervention par Mail au Coordonnateur SPS.

Présence de l'entreprise titulaire obligatoire à l'inspection commune de son sous-traitant.

Entreprise titulaire :

Nom de l'entreprise :

Adresse :

Représentée par M.

Tél :

E-Mail :

Date prévisionnelle d'entrée sur le site :

Entreprise sous-traitante :

Nom de l'entreprise :

Adresse :

Représentée par M.

Tél :

E-Mail :

Date prévisionnelle d'entrée sur le site :

Signature du demandeur (entreprise titulaire) :

Coupon Réponse :

Le

Rendez-vous pris d'un commun accord, le _____

à ___h__.